

Agriculture | Rentrée syndicale de la FNSEA Nouvelle Aquitaine: Monsieur le président : nos forces et nos faiblesses



Mardi 29 août, c'était la première rentrée syndicale pour le nouveau président de FNSEA Nouvelle-Aquitaine, Philippe Moinard. Ce dernier en a profité pour convier tous les acteurs des différentes FDSEA de la région mais aussi le président de la Nouvelle-Aquitaine Alain Rousset et son vice-président en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt au sein de son Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) de la Lougnolle à Prahecq dans les Deux-Sèvres. Cette réunion de travail du conseil d'administration a permis d'aborder certains sujets sensibles qui inquiètent les agriculteurs de la Nouvelle-Aquitaine, la plus importante région agricole de France et même d'Europe.

A quelques kilomètres de Niort, les familles Moinard et Auzanneau se sont réunies en Groupement Agricole d'Exploitation en Commun depuis 2007 à Prahecq (Deux-Sèvres). Leur exploitation est très diversifiée. Elle produit du lait avec un troupeau de 120 vaches de race Holstein. « La production s'effectue en continu, explique Philippe Moinard, le nouveau président de la FNSEA Nouvelle-Aquitaine depuis mars. Il y a deux robots de traite. Les vaches y vont quand elles le souhaitent. » Elle sont choyées ces bêtes-là. Hormis les vaches, le GAEC fait des cultures et semences, des poules pondeuses et s'est également penché sur plusieurs sujets importants : la méthanisation et la gestion de l'eau entre autre.

Ce mardi 29 août, il y avait du monde dans cette exploitation. Une soixantaine de personnes venues visiter les lieux. Parmi lesquels des représentants des FDSEA venant de l'ensemble de la région Nouvelle-Aquitaine. « Au total, il y en a douze, dix présidents sont là, les autres sont excusés et sont représentés par les secrétaires généraux », précise Philippe Moinard. Pour sa première rentrée syndicale à la tête de la FNSEA de Nouvelle-Aquitaine, il a convié un invité particulier Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine accompagné de son vice-président, en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Jean-Pierre Raynaud.

L'oeuf se vend moins

Philippe Moinard fait visiter sa ferme. Précise différentes choses sur ses installations (méthanisation, réserve d'eau...). Tout en n'oubliant pas les problématiques des agriculteurs. « Nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés financières (revenus faibles), manque de valeur ajoutée lié aux marges pratiquées par la transformation et par la distribution, la crise sanitaire, le manque de confiance des citoyens. » Car le scandale du fipronil l'a touché. Son GAEC possède des poules pondeuses. 6000, élevées en plein air. Les Français se sont mis à douter: « Il faut qu'on enlève tous ces doutes, répond Philippe Moinard. Le fipronil, il s'agit d'un micro problème qui entraîne tout de suite une crise de confiance auprès des consommateurs. » Car c'est un cas à part. Lui produit plus d'un million d'œufs chaque année. Il en vend un tiers en vente directe et le reste est collecté par la société Saintong'Oeuf.

Alain Rousset à l'écoute

Pour Alain Rousset, ce déplacement en Deux-Sèvres participe à l'une de ses nombreuses rentrées. « C'est la rentrée agricole. La semaine prochaine ce sera la rentrée scolaire, sourit le président de la Nouvelle-Aquitaine. Lui qui assure ne pas être « un idéologue ». « Il faut être pragmatique et donner du sens dans l'action politique, poursuit-il. Pour moi participer à ce conseil d'administration de la FNSEA Nouvelle-Aquitaine, c'était l'occasion d'échanger sur les problèmes des agriculteurs. » Le président a surtout fait quelques annonces. « La région via les lycées produit plus de 25 millions de repas par an. C'est un potentiel énorme pour les agriculteurs. Nous voulons favoriser le circuit-court auprès de ces collectivités. Il faut que tout le monde s'organise dans ce sens et que ce ne soit pas les grandes chaînes de distribution qui viennent me dire qu'elles peuvent faire du circuit-court. » À terme, l'objectif de la Nouvelle-Aquitaine est de s'approvisionner à hauteur de 60% en circuit-court et 20% de bio pour les cantines de ses lycées. Une réunion de travail devrait être proposée rapidement par la région pour organiser l'approvisionnement des repas. Le président de la FNSEA Nouvelle-Aquitaine espère que ce soit le plus tôt possible.

Parmi les thèmes abordés, celui des zones défavorisées. 2 000 éleveurs sont concernés sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. Ils risquent de perdre leurs aides. Les Deux-Sèvres est le département le plus touché. 1200 éleveurs vont sortir de ces zones après la révision de la carte. L'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) entre 8 000 et 10 000 euros d'aides perçues risquent de disparaître. Un sujet sensible mais les organisations professionnelles essaient de travailler avec les administrations, les collectivités et la région pour améliorer les propositions de ces cartes. La FNSEA Nouvelle-Aquitaine demande, qui plus est, un report de l'application de la réforme des zones défavorisées.

Le problème des retenues d'eau

Autre projet, où la région apporte son soutien. Celui de 19 retenues d'eau à faire dans le sud Deux-Sèvres, secteur géographie où la ressource en eau est trop faible. Le FEADER (le fonds européen agricole pour le développement rural) ne prévoyait pas d'y participer au départ mais Alain Rousset a bien reçu le message. « J'espère qu'il va soutenir cet investissement en plus de l'Agence des bassins. Il faudra une participation de la FEADER (le fonds européen agricole pour le développement rural), je pense car le coût est important ». Philippe Moinard sait de quoi il parle puisqu'il a lui même investi dans une réserve d'eau de 128 000 m³. « Dans les années 1990, une quinzaine était prévue sur l'ensemble du département, il n'y en a eu que quatre de construites dont la mienne; j'ai fait faire une retenue de substitution. Elle a permis d'exploiter les terres, d'employer les saisonniers. Ça génère de l'activité en amont et en aval », explique-t-il.

La FNSEA Nouvelle-Aquitaine veut travailler main dans la main avec la région pour les Etats généraux de l'alimentation. « Il va falloir qu'on dise quelle agriculture on pratique et dans quel but », explique Philippe Moinard. L'équation paraît complexe. Pour Alain Rousset, cela passe par un rapprochement avec la région. « La régionalisation de la politique agricole est importante. Nous avons intérêt à rapprocher les décisions car nous sommes en contact direct avec ces acteurs. » explique le président de la région Nouvelle-Aquitaine.

Julien Privat

Crédit Photo : Aqui

Publié sur aqui.fr le 30/08/2017

[Url de cet article](#)